

ARLES

La Marseillaise 19 novembre 2010

Social. Les employés du Trésor public et de la Recette des finances contestent la fusion des deux services dans des locaux trop exigües

Un SIP au détriment du service public ?

■ Une fusion qui jette un froid, dans un énième avatar de la politique de réduction des dépenses publiques consécutive à la Révision générale des politiques publiques (RGPP) déjà responsable entre autres du mariage forcé entre les Assedic et l'ANPE. C'est ce qui attend les employés du Trésor public et de la Recette des finances qui lancent « avec deux départs à la retraite non remplacés sur trois nous sommes déjà la vitrine de la RGPP » lors de la conférence de presse organisée hier matin. « Le principe des synergies est un euphémisme, on nous pousse à la polyvalence pour supprimer des postes » avertissent les salariés, échaudés par les récentes réductions d'effectif au sein de Pôle Emploi.

Accroissement d'affluence dans des locaux en travaux

Les deux administrations devraient en effet être réunies dans le nouveau Service des impôts aux particuliers (SIP) dès le 1er décembre, tournant ainsi le dos à la séparation des services mise en place sous Napoléon. Une aberration pour la déléguée syndicale (CGT) Claude Mas pour qui « on ne peut à la fois être juge et parti, celui qui calcule l'assiette ne peut pas être le même qui encaisse ». Autrement dit l'ordonnateur et le recouvreur auront bientôt le même toit, dans l'actuel Centre des finances publiques (ndr l'ex- Centre des impôts).



Hier les employés des deux structures se sont retrouvés à l'heure de la pause pour une conférence de presse.

Mais ce qui préoccupe plus particulièrement les travailleurs arlésiens au-delà d'une contre-réforme déjà bien entamée, c'est le vétusté du bâtiment, dont les travaux devraient intervenir pendant la mise en place de la SIP. « Un simili de SIP avec un accueil réduit au minima » déplore un agent de la Recette.

Perspectives inquiétantes

Alors que la modification des statuts juridique est en cours, sur le terrain les conditions ne semblent

pas réunies pour mettre en œuvre les transformations sur le papier. « L'appel d'offre n'est toujours pas validé, à quinze jours de l'ouverture du service les travaux en sont encore au stade de l'étude de désamiantage. De plus nous contestons l'aménagement prévu des locaux et la légèreté avec laquelle on traite nos préoccupations » explique Christophe Castan, agent des impôts qui prévoit à terme « des files d'attente dans la rue et un service public inefficace » reprenant les termes d'une pétition interne adressée le mois dernier à

la Direction générale des Finances publiques. Ambiance. « Les travaux devront durer plus d'un an, on s'assoit complètement sur la réception des usagers dont le nombre devrait doubler, tout ça pour des objectifs politique et pour dire « le site est créé Mme Lagarde ». On ne joue pas avec la sécurité, c'est inacceptable ». En l'absence de réponse de la part de la direction, les salariés désolidarisés du projet d'ouverture du SIP pourraient faire valoir leur droit de retrait.

SÉBASTIEN BESATTI